

REVUE DE LA PRESSE

Israélienne

L'évacuation du Sud-Liban par Israël suscite de nombreuses réactions, en général positives. Alex Fishman, de Al Hamishmar, rappelle à ses lecteurs que le plan de ce retrait avait déjà été arrêté du temps de Moshé Arens au ministère de la Défense. Selon Fishman, l'évacuation du Chouf par Tsahal s'est faite dans le cadre et dans l'esprit de ce plan. Ce qui n'a pas empêché les ministres du Likoud au sein du gouvernement d'union nationale de voter contre le retrait, afin d'obtenir la création de nouvelles implantations en Cisjordanie en échange de leur maintien au sein de la coalition. Fishman et son collègue Mikhael Gerti de Ha'aretz prennent soin de préparer l'opinion publique à l'éventualité du retour à la tactique israélienne des bombardements massifs au Sud-Liban après le retrait de Tsahal, en guise de représailles à des attentats contre la Galilée.

Le désir des Israéliens de se dépêtrer du borbier libanais est aujourd'hui évident. Ni les menaces polies proférées par Pierre Yazbek, représentant en Israël des Phalanges libanaises, ni la « victoire morale » de Sharon contre le Times ne sauraient amener l'opinion publique à accepter la perpétuation d'une occupation ponctuée par les lourdes pertes en vies humaines infligées à Tsahal par la résistance libanaise.

La percée de l'extrême droite, rabbin Kahana en tête, se confirme. Le député Kahana entreprend aujourd'hui une « campagne d'information » auprès de la population palestinienne, allant même jusqu'à proposer une aide matérielle à ceux qui accepteraient de quitter le pays « de leur plein gré ». Parallèlement, on assiste à une politisation croissante des Palestiniens d'Israël, cadre dans lequel il faut peut-être replacer le geste du député travailliste Abd al-Wahab Darawshé qui, en tentant d'aller se présenter à Amman devant le Conseil national palestinien, a prouvé que même les moins nationalistes parmi les Palestiniens sont aujourd'hui conscients de la représentativité de l'OLP. Le reportage de Mouhamad Khalilieh dans Davar, faisant état des réactions positives suscitées par cette initiative au sein des militants de base du Parti travailliste, semble indiquer que la reconnaissance de cette représentativité touche aujourd'hui de nombreux juifs israéliens, même au sein de la majorité gouvernementale.

LA FIN DE LA FOIRE AUX BESTIAUX

C'est la fin d'une « foire aux bestiaux », la fin d'un marchandage implicite : six nouvelles implantations offertes au Likoud

en échange du retrait unilatéral du Liban pour le Parti travailliste. Maintenant le gouvernement d'union nationale peut fixer sérieusement les modalités du retrait unilatéral par étapes, selon la théorie du ministre de la Défense.

La vérité a enfin éclaté au grand jour : ce n'est pas l'absence d'un accord signé avec les Libanais ou avec les Syriens qui faisait obstacle à la prise de décision de quitter le Liban. Ce qui manquait, c'était l'accord des ministres du Likoud. Cet accord a toujours fait défaut, pendant les négociations israélo-libanaises et après leur cessation. Bien sûr, il a fallu aussi vaincre des réticences au sein même du Parti travailliste puisque le ministre Mordekhai Gour, qui s'opposait à l'idée d'un retrait unilatéral, a dû être convoqué à une entrevue avec le Premier ministre et le ministre de la Défense.

Quelle est la décision que doit, au juste, prendre le gouvernement ? En fait, le gouvernement doit aujourd'hui se prononcer sur la mise en pratique d'un plan de retrait unilatéral par étapes, un plan préparé et rédigé dans ses moindres détails lorsque Moshé Arens occupait les fonctions de ministre de la Défense. Ce plan avait déjà reçu l'aval de Moshé Arens ministre de la Défense. Or, le même Moshé Arens, aujourd'hui ministre sans portefeuille du gouvernement d'union nationale, fait partie de ceux qui s'opposent à l'acceptation du retrait par le gouvernement. Plus : Moshé Arens ministre de la Défense avait même commencé d'appliquer ce plan lorsque Tsahal avait évacué la région du Chouf.

Du temps de Moshé Arens au ministère de la Défense, un groupe de réflexion composé de militaires et de spécialistes universitaires avait été chargé de rédiger et de proposer un plan détaillé faisant état de toutes les possibilités existantes pour résoudre le problème libanais. Ce groupe d'experts s'est divisé en sous-commissions chargées d'analyser toutes ces possibilités en tenant compte de tous les facteurs. Les facteurs militaires bien sûr, mais aussi les

aspects médiatiques, l'information et les réactions de l'opinion publique.

Le groupe de réflexion a effectué son travail et a présenté ses conclusions sous forme d'un dossier volumineux doté du nom de code « géographie/archéologie ». A plusieurs reprises par la suite, les experts ont été invités à se réunir et à vérifier tel ou tel détail, à la demande du gouvernement du Likoud. Il était clair pour tous les membres du groupe que ces réunions répétées avaient comme seule raison la volonté gouvernementale de gagner du temps et de repousser le plus possible le moment de la présentation du dossier par l'état-major général. Ces jours-ci, les représentants de l'état-major qui viennent exposer leurs positions et leurs analyses des différentes options devant les membres du gouvernement ne font qu'« avaler » des rapports qu'ils ruminent depuis plus d'un an. Les conférences répétées à ce sujet devant des auditoires divers sont devenues tellement routinières pour certains porte-parole militaires qu'ils sont maintenant capables de les réciter par cœur. De fait, il y a un an que la nécessité du retrait ne fait plus l'objet de controverses au sein de l'armée. Les retards dans la prise de décision résultaient uniquement des divergences politiques internes en Israël. La seule différence importante dans la position de l'état-major résulte du fait que cette position doit à présent correspondre à l'option choisie par le ministre actuel de la Défense, Ytzhak Rabin. A présent, lorsque les porte-parole de l'état-major se présentent devant le gouvernement, ils continuent de répéter la liste des différentes options préparées par les experts, en prenant soin toutefois de les qualifier toutes d'absurdes, toutes, sauf celle retenue par Rabin, c'est-à-dire l'option du retrait unilatéral par étapes.

Selon les informations rendues publiques à ce jour, nous avons pu tracer la carte du redéploiement éventuel. D'après cette carte, il semblerait que le fleuve Litani soit destiné à constituer la ligne occidentale du retrait. Cela sera sans doute achevé lors de la première étape. Le gouvernement liba-

nais ayant réussi, avec beaucoup de difficultés, à prendre le contrôle de la route côtière et des alentours de Saïda, il a servi la cause du ministre de la Défense, car Israël a toujours tenu à ce que l'armée libanaise remplace Tsahal dans ce secteur du Sud-Liban. Dans ces conditions, la première étape du retrait pourrait se dérouler en offrant le moins de risques possibles de massacres. Tsahal évacuera Saïda, et l'armée libanaise y sera accueillie par une population en liesse qui acceptera, du moins dans un premier temps, de se soumettre à son autorité.

Dans le secteur est, la ligne inclut la ville de Nabatyé, ancien centre des organisations terroristes. Nabatyé se transformera en centre administratif et reprendra le rôle qui était celui de Saïda auprès de la population. Pour le moment, Nabatyé abrite les bureaux du gouverneur de la région, représentant du gouvernement libanais, ainsi que diverses autres institutions régionales. Lors d'un retrait unilatéral, Israël devra s'efforcer de respecter l'édifice régional des districts, afin d'éviter la séparation arbitraire des populations. C'est ainsi que tout le district de Nabatyé devra être absorbé par le redéploiement de Tsahal, et la frontière passera à l'ouest et au nord de la ville.

Pour des raisons de logistique militaire, Tsahal évacuera l'entrée de la Békaa et s'installera plus au sud. D'après la carte, Tsahal contrôlera également la région des hauteurs de Hatzbayé et jusqu'au village de Ein Aléh, situé aux limites des districts de Rachayé et de Hatzbayé.

Selon la carte que nous avons tracée, les régions de Jebel Barouk et de Jézin ne seront plus dans la zone contrôlée par Tsahal. Il serait intéressant de savoir comment Israël fera pour respecter les engagements fermes qu'il a pris auprès des habitants chrétiens de Jézin de les protéger face aux menaces proférées par leurs voisins musulmans. Ce n'est pas par hasard que les porte-parole du gouvernement refusent de détailler le calendrier d'un retrait unilatéral. Chacun sait que la ligne provisoire de redéploiement sera l'objet d'une nouvelle

bataille au sein du gouvernement, entre le Likoud et les travaillistes. Pour le Likoud, cette ligne provisoire représente la limite territoriale à ne pas dépasser en ce qui concerne le retrait du Liban. Dans le contexte actuel, et en l'absence de garanties de sécurité, les ministres du Likoud ne sauraient accepter qu'Israël se retire de tout le territoire libanais. Car on pourrait alors leur demander, à juste titre, pourquoi ce retrait, qui aurait économisé tant de vies humaines, n'a pas eu lieu il y a plus d'un an.

D'après les thèses mises au point par les autorités militaires, il semblerait que Tsahal ne répétera pas l'erreur commise du temps de la « lixe fixe », et que la ligne provisoire n'engloutira pas des milliards de dollars. Tsahal pourrait cette fois se contenter d'une ligne de défense mobile composée de patrouilles, de miradors, de patrouilles aériennes, etc.

Ytzhak Rabin, ministre de la Défense, pense que le redéploiement de Tsahal sur cette ligne provisoire aura une influence sur Damas. Rabin pense que Assad et son gouvernement « supplieront » Israël d'arriver à un accord. Rabin pense peut-être qu'Assad aura pitié de la population chrétienne et des réfugiés palestiniens abandonnés à leur sort. Comme si Assad était du genre à verser des larmes lorsque les chiites du Sud-Liban, séparés les uns des autres par le redéploiement, accentueront leur lutte terroriste contre les soldats de Tsahal, forçant Israël à prendre des mesures fermes pour réprimer les troubles.

Le Premier ministre, Shimon Pérès, partage les idées de son ministre de la Défense en ce qui concerne la stratégie à adopter pour résoudre le problème d'Israël au Liban. Pérès soutient l'idée du retrait unilatéral jusqu'aux abords de la frontière internationale. Mais il n'est pas d'accord en ce qui concerne la tactique. Pérès préférerait que le retrait s'effectue d'un seul coup, sans étapes intermédiaires. C'est pour ne pas envenimer les choses au sein du Parti travailliste que les deux hommes ont décidé de ne pas faire état de leur différend, ce qui se résume par l'accepta-

tion sans réserve de l'option Rabin. Cette option signifie la création d'une sorte de « rive nord », qui pourrait bien exister pour Israël durant de longues années.

Nous n'avons pas, dans cet article, évoqué le sujet de l'Armée du Liban-Sud. Selon les termes de l'accord signé en 1983 avec le gouvernement libanais, alors que les conditions politiques étaient bien meilleures qu'aujourd'hui, le commandant en chef de cette armée (il s'agissait alors du commandant Haddad) avait été ramené au rang d'adjoint d'un officier « parachuté » au Sud-Liban par le gouvernement libanais. Il n'y a aucune raison pour que l'état-major s'obstine aujourd'hui à vouloir donner un rôle à l'ALS sous sa forme actuelle, d'autant que tous les militaires israéliens qui sont en contact avec elle estiment que cette armée ne peut fonctionner et servir les intérêts israéliens que lorsqu'elle se trouve dans un territoire contrôlé directement par Israël. Une dernière observation à ce sujet : même dans le cas d'un retrait unilatéral total, le gouvernement entend garder le contrôle de la bande territoriale de sécurité qui était le fief historique de Haddad. Il semblerait donc que cette région sera attribuée au général Lahad et à ses hommes.

Alex FISHMAN,
Al Hamishmar, 14 janvier 1985

UN RISQUE CALCULÉ, PLUTÔT QUE L'INCERTITUDE

La décision prise d'un retrait par étapes de tout le territoire libanais place Israël devant une longue série d'incertitudes. Les grandes questions du style « Que se passera-t-il si... » et « Que feront les autres si... » sont autant d'arguments pour ceux qui s'opposent à une opération qu'ils qualifient de « pari dangereux ». De fait, n'importe quelle initiative prise par Israël au Liban pourrait fournir le point de départ d'un scénario catastrophique soit pour la Galilée, soit pour les soldats israéliens.

On peut par exemple écrire un scénario selon lequel des extrémistes chiites seraient

sur le point de prendre le contrôle de la région de Saïda, d'où ils ouvriraient le feu sur les forces de Tsahal avec des pièces d'artillerie. On peut également en écrire un autre, selon lequel des extrémistes khomeinistes tireraient des obus de Katioucha sur la ville de Naharya à partir de villages situés à l'est de Tyr. Il n'est pas indispensable de tirer des dizaines d'obus par jour : il suffit de tirs dispersés et inquiétants pour paralyser Naharya et obliger Tsahal à « faire quelque chose ». Un quelque chose qui nécessitera de nouveaux sacrifices en vies humaines. De même, il est facile d'imaginer que les Syriens profiteront du retrait israélien du secteur est pour laisser les dissidents d'Abou Moussa descendre vers le Sud et y installer des bases dans les régions abandonnées par Tsahal. Ces bases seraient une nouvelle version du Fatahland, d'où les organisations palestiniennes sous influence syrienne mèneraient des opérations qui leur feraient gagner des points dans la concurrence qui les oppose à Arafat.

D'autres scénarios incluent l'éventualité de massacres intercommunautaires — au moins dans quelques villages et bourgades. Tous ces scénarios ne se fondent sur aucune information précise recueillie auprès des différentes milices. Et je ne parle pas des scénarios plus simplistes, selon lesquels des Katioucha à longue portée (pas 40 km, mais 32 km par exemple) seraient tirées à partir d'aires de lancement parfaitement réglées situées dans des régions où ne s'exercerait plus le contrôle de Tsahal. Sans parler de roquettes plus artisanales de 10 km de portée, qui peuvent être aisément dissimulées dans le coffre à bagages d'un taxi. Selon ces scénarios, les terroristes n'ont plus qu'à attendre le retrait de Tsahal pour sortir les Katioucha des voitures et les tirer du bord de la route.

Ce qui rend ces scénarios si terribles, c'est que leur mise en œuvre ne nécessite nullement l'existence de cette fameuse « infrastructure terroriste » mythique dont la destruction était le but de l'opération déclenchée en 1982. Pour les réaliser, il suffit d'une vieille voiture et de deux jeunes